



Conseil économique et social

Distr. générale
2 décembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

**Déclaration présentée par HelpAge International, Mothers Union,
National Alliance of Women's Organizations, National Board of
Catholic Women, Northern Ireland Women's European Platform,
United Kingdom Association for the United Nations Development
Fund for Women, Wales Assembly of Women, Widows for Peace
through Democracy, Widows Rights International et Zonta,
organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil économique et social***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Basée au Royaume-Uni, National Alliance of Women's Organisations (NAWO) est une organisation faîtière engagée dans la promotion des femmes et des filles et qui lutte pour le respect de leurs droits fondamentaux. Elle cherche à faire le lien entre le mondial et le local en portant la voix de ses membres devant les instances internationales et en les tenant informés des efforts en cours au niveau international. Elle vise l'application intégrale des instruments juridiques internationaux pour les femmes et les filles.

Le travail permet aux femmes de développer leurs capacités de création et leur potentiel intellectuel, de contribuer au progrès social, d'encourager une évolution positive et de subvenir aux besoins de leur entourage. Il ne s'agit pas d'une simple transaction économique.

D'une manière générale, le lieu de travail, où qu'il soit situé, n'offre pas une subsistance assez viable à la majorité des femmes et ne contribue ni au bien-être individuel ni à celui de la communauté. Le système économique actuel traverse une crise, de larges secteurs de la population, en particulier des femmes et des filles, étant exploités et marginalisés. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable offrent au monde une formidable occasion de créer une pensée économique nouvelle et des relations qui renforcent la coopération et la réciprocité grâce auxquelles personne n'est laissé pour compte.

Les flux actuels de biens, de services, de capitaux et de main-d'œuvre profitent à une minorité aux dépens de la majorité. Ils ont entraîné une destruction massive de l'environnement et l'exploitation des secteurs vulnérables de la société : l'appauvrissement, la perturbation et la dislocation de familles et de communautés ainsi que la disparition d'une agriculture diversifiée et écologiquement durable. Puisqu'il s'agit d'un secteur à forte présence féminine, les femmes sont affectées de façon disproportionnée par ces tendances. Les femmes et les filles ont été structurellement marginalisées par le système actuel ; les pratiques discriminatoires profondément ancrées, les pratiques incompatibles avec le développement durable, les changements climatiques et les violences à l'égard des femmes ont précarisé davantage leur situation. On ne peut atteindre l'autonomisation économique des femmes en renforçant simplement les processus et les systèmes actuels. Il convient d'engager une réorientation fondamentale du système économique mondial.

Même s'il est essentiel d'assurer l'autonomisation économique des femmes et des filles pour qu'elles aient le choix et la capacité de prendre et d'appliquer des décisions concernant leur vie et celles de leurs familles, des questions s'imposent sur la mise en œuvre du Programme 2030 pour s'assurer que la reconnaissance du travail non reconnu et non rémunéré que représente l'alimentation, l'éducation et les tâches liées au soin d'autrui nous permette de mieux comprendre les réalités économiques tout en favorisant la pleine participation des femmes à tous les domaines de l'emploi. Notre vision doit viser plus qu'intégrer les femmes au monde actuel du travail, caractérisé par l'inégalité et la violence. Nous devons veiller à ce qu'une diversité d'accords économiques puisse se développer.

Il faut redéfinir la notion de travail avec plus de précautions. Alors que pour certains toute activité rémunérée d'une certaine façon peut être considérée comme du travail, l'humanité se rend de plus en plus compte que le terme « travail » doit inclure une situation d'égalité de traitement, sans dégradation ni lieux de travail malsains. Pour National Alliance of Women's Organizations, l'autonomisation, la promotion et l'égalité des femmes sont sapées par le système d'oppression et de violence que constitue la prostitution. National Alliance of Women's Organizations s'oppose à ce que le commerce du sexe soit considéré comme un « emploi comme tout autre » et appelle à redoubler d'efforts pour éliminer la pauvreté et en particulier celle des femmes dans le cadre d'une approche holistique visant à mettre fin aux méfaits causés par le commerce du sexe.

Nous devons reconnaître que l'autonomisation des femmes et des filles, en particulier dans un monde du travail en pleine évolution, exige des changements des structures de la société et donc de notre façon de penser. Bien que les femmes et les filles soient actuellement marginalisées par les systèmes économiques en place, elles sont porteuses d'un potentiel essentiel pour éradiquer la pauvreté et atteindre une prospérité pour tous.

Les femmes et les filles doivent bénéficier du même accès à tous les types d'éducation et de connaissances, y compris à la technologie. Par la suite, il faudra renforcer leurs capacités afin de leur permettre de devenir des agents actifs de leur propre apprentissage, œuvrant continuellement pour mettre en pratique leurs connaissances nouvellement acquises et améliorer leur propre condition tout en contribuant à l'amélioration de leurs communautés.

Nous appelons les États parties et les organismes des Nations Unies à prendre des mesures pour assurer le renouvellement de la volonté politique et veiller à ce que les institutions et organismes publics œuvrant pour la promotion des femmes et des filles utilisent l'intégration et des mesures d'actions positives. Nous demandons que des questions pertinentes soient posées à toutes les institutions nationales, multinationales et mondiales, notamment:

- Quelles mesures sont prises pour garantir que les femmes soient encouragées à participer à tous les types et à tous les niveaux d'emploi, tout au long de leur vie ?
- Quelle analyse en place permet d'assurer une étude de l'impact du genre solide et complète ?
- Comment ces institutions peuvent-elles s'assurer que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales en matière d'économie, d'investissement et de croissance encouragent l'égalité des sexes et protègent les droits des femmes ?
- Comment garantissent-elles que les investissements et le micro financement ciblent les femmes ?
- Qu'est-il fait pour assurer aux femmes et aux filles un meilleur accès aux technologies numériques et autres, y compris aux technologies vertes ?

➤ Qu'est-il fait pour garantir que la ventilation des statistiques permet une analyse solide de l'importance des ménages tenus par des femmes, en particulier par des veuves ?

National Alliance of Women's Organizations soutient et encourage l'action du Groupe de haut niveau pour l'autonomisation économique des femmes qui vise à garantir un changement au sein des gouvernements en faveur des droits des femmes et l'égalité des sexes.

Les membres de National Alliance of Women's Organizations dotés du statut consultatif auprès du Conseil économique et social sont les suivants :

Widows Rights International

Zonta

Plan International UK

Wales Assembly of Women

Mothers Union

Soroptimist International of Great Britain and Ireland

Business and Professional Women

United Kingdom Association for the United Nations Development Fund for Women

Northern Ireland Women's European Platform
